

Plus que jamais RASSEMBLONS-NOUS !

Mois après mois, notre pouvoir d'achat se réduit et on nous prépare de mauvais coups tous azimuts...

La valse des prix

Les fruits et légumes ne cessent d'augmenter. Une année, on nous explique que c'est faute de main d'œuvre, l'autre que c'est dû au gel... Il y a longtemps qu'on doit remplacer les 5 fruits et légumes par jour par pâtes et patates !

Et quand on va faire ses courses, le caddie est de plus en plus vide pour la même somme dépensée...

Le gaz qui d'augmente de près de 10 %, l'électricité, le carburant ont repris la cavalcade des prix qui grimpent allégrement. Là, l'excuse est le redémarrage de l'économie mondiale !

Se soigner devient une ruine

Le « 0 reste à charge » n'est qu'une fumisterie qui éclate dès que l'on a besoin de faire prendre en charge une paire de lunettes, des appareils auditifs ou dentaires... On découvre des remboursements sans pouvoir s'opposer. Les dépassements d'honoraires se multiplient dès qu'on se tourne vers des spécialistes à moins qu'on veuille attendre de longs mois pouvant entraîner de tristes conséquences. Le choix de ne plus rembourser de plus en plus de médicaments tels les produits homéopathiques conduit à renvoyer vers des médicaments bien plus coûteux et donc des dépenses supplémentaires pour la Sécu. Discrètement, les prélèvements forfaitaires réalisés par la Sécu s'additionnent pour cumuler des sommes qui peuvent atteindre plusieurs centaines d'euros par an...

Et les nuées s'accroissent vite

Emmanuel Macron anticipe sur les économies qu'il voudrait faire sur le dos des actifs et des retraités. Il veut augmenter la durée d'années de travail, notamment par une hausse de la durée de cotisation pour bénéficier d'une retraite à taux plein et le report de l'âge légal de départ en retraite à 64 ans.

Le patronat ouvre une négociation au pas de charge sur la retraite complémentaire des salariés du privé, avec l'ambition d'imposer de nouvelles régressions pour les retraités et les actifs.



Les hôpitaux n'ont toujours pas les moyens de fonctionner correctement, les EHPAD sont dans l'indigence et les services publics sont asphyxiés avec une logique financière qui aboutit par exemple à la panne des numéros d'urgence.

Des raisons de se mobiliser ...

La CGT porte de nombreuses propositions, accompagnées de mesures de financement crédibles qui consolident et pérennisent notre protection sociale.

Ces mesures doivent être assises sur la production des richesses des

travailleurs et travailleuses et constituent un véritable choix de société. L'urgence est de mieux protéger la population et d'arrêter l'inflation des exonérations sociales qui affaiblissent la Sécu et de refonder son financement à partir du salaire socialisé.

Un été actif

L'UFR a lancé plusieurs initiatives pour interpeller ex-exploitants et responsables politiques : relevés de pension papier, rétablir l'équilibre sur les complémentaires santé, pensions, ...

Le 1^{er} octobre pour les retraités

C'est la Journée internationale des personnes âgées... Plutôt que les discours mielleux des gouvernants, faisons entendre nos voix... En octobre, au Parlement doit se discuter la loi de financement sur la Sécurité sociale 2022. Le gouvernement veut y introduire sa disposition pour reporter l'âge de la retraite à 64 ans tout en y ajoutant d'autres restrictions. C'est aussi la période où il travaille sur l'évolution des pensions. 9 orgas de retraités se mobilisent !

Et POURSUIVONS tout octobre TOUTES et TOUS ENSEMBLE

Dans l'unité, déjà 5 organisations se préparent, en octobre a une mobilisation des actifs avec appels à la grève et manifestations. Si les retraités ont besoin de se montrer, ils ont aussi tout intérêt à converger avec les actifs, en particulier à un moment où le pouvoir essaie d'opposer les générations entre elles.



Les retraités doivent être entendus !

Déconfinement, fin du couvre-feu, réouverture des magasins, des restaurants, etc., en juin ont pu donner un sentiment de « Liberté ». Pour autant les crises : sanitaire, économique et sociale sont les « marqueurs forts » de cette période qui continue et accentue la détérioration des conditions de vie des retraités.

Cette situation est inacceptable.

Le 31 mars, ce sont plus de 20 000 retraités qui ont dépassé leurs craintes et leurs peurs pour agir unitairement et exprimer dans 180 manifestations et rassemblements leur colère et leurs exigences.

Exigences en matière d'augmentation des retraites et pensions, de protection sociale, de santé et de services publics.

Le gouvernement et le patronat ne tirent aucune leçon de leur gestion de la crise sanitaire ; ils font le choix de ne pas changer de cap, pire, ils accélèrent par leurs mesures autoritaires le processus de transformation de la société en poursuivant leur politique régressive. Ainsi, la réforme des retraites, rejetée en

majorité par la population, revient dans l'actualité.

Heureusement, la Sécurité sociale, notre système de santé, l'ensemble des services publics, malgré les attaques, ont permis d'atténuer les effets de la pandémie et de la crise économique et sociale.

Les retraités et les actifs, les jeunes et les privés d'emplois refusent de payer la crise.

Les retraités rejettent cette logique qui consisterait à dire et à penser qu'ils sont de manière inéluctable un coût pour la société.

Au contraire, c'est l'inverse, ils sont acteurs dans l'économie locale, dans la vie sociale, ils sont source d'emplois dans l'accompagnement des personnes âgées à domicile comme en établissement.

Les retraités vivent de plus en plus mal avec une baisse structurelle de leur pouvoir d'achat et qui de plus en plus sombrent dans la précarité. C'est intolérable ! Dans la même période, le capital pour sa part a engrangé des profits : + 62 % pour les plus riches de

la planète, + 170 milliards pour les milliardaires français.

Nos 9 organisations appellent à une nouvelle journée de mobilisations et d'actions pour exiger la satisfaction de leurs justes revendications :

- Augmentation et revalorisation immédiate des pensions dans le régime public et des retraites de base et complémentaires dans le privé.

- Des revalorisations pérennes chaque année, pas de retraite inférieure au SMIC.

- Un bulletin de pension et retraite pour tous.

- Des moyens supplémentaires pour nos services publics, en proximité, et dans notre système de santé publique (le soin, la prévention et la recherche).

- Pour une loi « autonomie » conforme aux attentes des personnels et personnes concernées.

- Pour une Sécurité sociale financée par les cotisations sociales afin qu'elle assure pleinement ses missions.

**Le 1^{er} octobre,
créons une dynamique
pour gagner sur nos revendications !
Le 1^{er} octobre, soyons encore
plus nombreuses et nombreux dans la rue !**